Montréal représentés au conseil de ville chacun par deux échevins qui ne savaient ni lire ni écrire ». Et c'est ce mode d'élection que l'on veut substituer au système actuel pour constituer la commission scolaire de Montréal. Ne semble-t-il pas qu'on peut trouver d'autres combinaisons plus satisfaisantes pour tous, que celle d'une élection qui aura de plus l'inconvénient d'absorber une certaine portion des sommes votées pour l'instruction publique.

On veut dans la commission scolaire des membres qui soient responsables au peuple pour le mandat qu'on leur a confié. Mais examinons de près cette raison que l'on semble considérer comme péremptoire.

Qu'avons-nous actuellement ?

La taxe scolaire est prélevée sur la propriété foncière. Mais c'est la Législature et la Cité de Montréal qui imposent ces taxes. Ce n'est pas la Commission scolaire. Que les contribuables aient le droit de contrôler leurs taxes, c'est un principe que l'on invoque avec une apparence de vérité qui milite en faveur du plan nouveau. Mais si nous pressons cet argument, qu'y découvrons-nous ?

C'est la Législature et la Cité qui imposent la taxe ; c'est la Législature et la Cité qui doivent être responsables. Le seront-elles davantage avec le projet de loi à l'ordre du jour ? Il semble qu'elles le seront beaucoup moins, parce qu'alors la Législature et la Ville n'auront plus rien à voir dans la nomination des nouveaux commissaires, qui auront la mission d'administrer les sommes qu'on prélève pour eux. Ils jouiront donc d'une plus grande indépendance que les membres actuels à l'égard de la Législature et du conseil municipal, qui imposent les taxes. Au point de vue de la responsabilité, le progrès ne sera pas très remarquable.

Aussi il est bien vrai de dire qu'actuellement tous les contribuables sont représentés dans la commission scolaire, sinon directement, du moins indirectement : par les trois commissaires nommés par le gouvernement, qui lui-même est directement responsable à la nation ; par trois autres commissaires nommés par les échevins. Et ces der-